

## Commentaires sur le plan climatique proposé par le Conseil fédéral le 21.02.2008

Ecologie libérale regrette le manque de courage de nos autorités politiques face au défi qui attend notre pays. Les mesures proposées par le ministre en charge du dossier et acceptées par le Conseil fédéral sont bien trop timides. Nous allons détailler les différentes mesures. On peut les classer dans trois catégories:

- les bonnes mesures (qui auraient du être prises depuis longtemps)
- les mesures trop timides
- les mesures inutiles

Nous regrettons que le Conseil fédéral n'ait pas eu le courage d'introduire une taxe sur les carburants alors que la mesure centime climatique montre très bien qu'elle ne suffira pas pour que la Suisse atteigne les objectifs de Kyoto.

Comme le disait Clémenceau: "Il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire; quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire".

Comme vous le verrez, ce plan d'action nous laisse un goût d'inachevé et nous donne l'impression que seul les mesures faciles ont été prises et qu'il ne contient aucune idée originale ou novatrice.

<i>Mesures proposées par le Conseil fédéral</i>	<i>Commentaires d'Ecologie libérale</i>
<b>Les bonnes mesures</b>	
<p>Renforcement des directives d'achat de la Confédération quant à la consommation énergétique (appareils, véhicules) et quant à l'acquisition d'énergie (électricité, carburants)</p> <p>Appareils: la Confédération n'achète plus que des appareils munis de l'étiquette Energie A ou meilleurs.</p> <p>Véhicules (consignes relatives à l'achat de véhicules de l'administration): la Confédération n'achète plus que des voitures de tourisme munies de l'étiquette Energie A. Avant l'achat de nouveaux véhicules, l'option de Mobility doit être étudiée.</p> <p>Electricité: la Confédération achète au minimum 50% de courant vert</p>	<p>Cette mesure est une évidence. Comment demander au citoyen d'agir si l'Etat ne le fait pas lui-même. On peut d'ailleurs regretter que le récent bâtiment de l'office fédéral de l'énergie n'ait pas été fait selon les normes Minergie...</p>
<p>Exigences minimales posées à la construction avec effet immédiat, à l'assainissement et à l'optimisation de l'exploitation des bâtiments des pouvoirs publics, qui remplissent ainsi une fonction d'exemple: les constructions nouvelles et les assainissements sont réalisés selon le standard MINERGIE ou un standard équivalent (dès 2012, MINERGIE-P pour les constructions nouvelles).</p>	<p>Oui l'Etat doit montrer l'exemple. Bon timing.</p>

<i>Mesures proposées par le Conseil fédéral</i>	<i>Commentaires d'Ecologie libérale</i>
Recommandation aux cantons et aux communes d'agir de manière analogue dans leurs domaines.	
Offensive de formation et de perfectionnement en matière d'efficacité énergétique: création immédiate d'un programme national de formation et de perfectionnement.	Oui la formation est très importante. Trop souvent on s'aperçoit que le public est prêt et que se sont les professionnels qui font obstacle à ces volontés.
Promotion de l'efficacité énergétique par des certificats et/ou des bonus d'efficacité dans l'industrie et les services.	Enfin on comprend qu'il faut faire des affaires avec les économies d'énergie. Espérons que les électriciens le comprendront aussi et pour une fois collaboreront plutôt que de toujours mettre les pieds au mur dès que l'on parle d'efficacité énergétique.
Instauration d'exigences minimales pour les moteurs électriques normalisés.	Très bonne mesure. Ils ont observé que les conventions n'étaient pas respectées alors on introduit des exigences minimales.
Instauration d'exigences minimales pour les appareils électroniques: puissance maximale en mode veille de max. 1 W pour l'électronique de loisirs, maximum 2 W pour les PC, max. 0,3 W pour les téléphones mobiles.	C'est une bonne mesure. Il manque un délai pour l'application de ces mesures.
Réduction de la consommation de carburant et des émissions de CO <sub>2</sub> des voitures de tourisme: introduction d'un système de bonus-malus dans l'impôt sur les automobiles.	Excellente mesure. Dommage qu'elle n'ait pas été introduite en 2004, lorsqu'un conseiller national avait fait exactement la même proposition. Le Conseil fédéral avait rejeté cette idée invoquant le fait que "l'effet incitatif était trop restreint par rapport à la charge administrative". Rappelons que le gouvernement de Sarkozy a introduit ce système dès le 1 <sup>er</sup> janvier, moins d'une année après son élection.
Réduction des obstacles juridiques et incitations fiscales dans le domaine de l'assainissement des bâtiments.	Excellente mesure que nous aurions du prendre depuis longtemps.
Introduction de conventions-programmes avec les cantons pour les mesures d'efficacité et augmentation des contributions globales.	Oui c'est une mesure essentielle. On peut se poser la question de la réelle volonté du Conseil fédéral d'aller dans ce sens puisque en décembre dernier c'est ce même Conseil fédéral qui a diminué ces contributions en refusant les crédits supplémentaires demandés pour le programme SwissEnergie.
Création d'un certificat de performance énergétique pour les bâtiments à	Ceci est une bonne mesure. Elle permettra à tout un chacun de se

<i>Mesures proposées par le Conseil fédéral</i>	<i>Commentaires d'Ecologie libérale</i>
l'échelle de la Suisse.	rendre compte des dépenses énergétiques du bâtiment dans lequel on vit. Plusieurs cantons et villes l'ont déjà adoptée. Le problème c'est que cette mesure n'a aucun effet contraignant sur un bâtiment qui consommerait beaucoup trop.
Renforcement de la recherche sur l'efficacité énergétique (R+D).	Espérons que cette augmentation soit significative car le potentiel est très important. On ne peut pas délocaliser une économie d'énergie, ces mesures profiteront directement à notre tissu économique.
Accélération du transfert technologique (P+D)	Là aussi les crédits avaient été refusé en décembre, espérons que cette fois soit la bonne.
<b>Les bonnes mesures mais trop timides</b>	
Instauration d'exigences minimales pour les appareils ménagers munis de l'étiquetteEnergie: dès 2011, seules les catégories A et B (C dans des cas exceptionnels) peuvent être mises en vente.	C'est une bonne mesure sauf que actuellement, c'est pratiquement déjà le cas. On devrait mettre 2009 plutôt que 2011 et avertir les fabricants qu'à partir de 2012 seul les appareils A seront autorisés.
Réalisation d'un programme national de promotion de la rénovation énergétique des bâtiments (programme d'assainissement 2010-2020) – coopération Confédération-cantons: affectation d'une partie de la taxe CO <sub>2</sub> sur les combustibles à l'assainissement énergétique des bâtiments construit avant 1995.	Oui c'est une bonne chose de réaffecter la taxe CO <sub>2</sub> sur les combustibles mais il faudrait la réaffecter entièrement. Il faudrait prévoir un vrai programme d'aide au financement des assainissements. Les français envisagent de faire des prêts à taux zéro pour tous les assainissements énergétiques des bâtiments. Ils ont bien compris que l'Etat avait plus à gagner qu'à perdre dans un tel projet.
Instauration d'exigences minimales pour les appareils d'éclairage électriques: à partir de 2012, seules sont autorisées sur le marché les classes A – E; dès 2015, uniquement classes A et B.	Sachant que de nombreuses ampoules à incandescence sont encore de classe E, ceci signifie que nous n'aurons pas une interdiction de ces ampoules d'un autre temps avant 2015. Rappelons que la Californie va les interdire en 2010 et la Grande-Bretagne en 2012. Nous deviendrons le pays où tous les fabricants pourront écouler la fin de leur stock. Un peu comme un pays du tiers monde dans lequel les autres pays mettent ce qu'ils ne veulent plus. Nous devons autoriser dès 2012 que les catégories A-C.
Accord sur des exigences minimales ou des déclarations énergétiques pour certaines catégories d'appareils (conventions de branche).	Donnons une chance à cette proposition en espérant que les fabricants n'en profitent pas pour faire le minimum.

<i>Mesures proposées par le Conseil fédéral</i>	<i>Commentaires d'Ecologie libérale</i>
<p>Décision de soutenir une révision et une mise en œuvre rapides et ciblées du Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC): constructions nouvelles et assainissements. Au cas où les cantons ne mettraient pas en œuvre dans les cinq ans les mesures nécessaires à la réduction de la consommation d'énergies fossiles dans les nouveaux bâtiments, le DETEC devra élaborer les modifications législatives qui s'imposent au niveau fédéral.</p>	<p>Le Conseil fédéral n'a rien à faire puisque se sont les cantons qui le font. Il aurait du donner une impulsion bien plus forte comme l'ont fait les français lors du grenelle de l'environnement. Ils se sont fixés un objectif ambitieux à savoir que dès 2020 tous les nouveaux logements devront être à énergie positive ou passif. D'ici là, des palliers seront mis en place avec des normes chaque fois un peu plus sévère jusqu'à l'obtention de l'objectif. Cela permet aux professionnels et à la formation de s'adapter. Dans ce cas de figure, nous n'avons même pas le courage de fixer une bonne fois pour toute le standard Minergie ou son équivalent énergétique pour les nouvelles constructions.</p>
<b>Les mesures inutiles</b>	
<p>Estimations des effets énergétiques causés par les nouvelles activités des offices fédéraux.</p>	<p>Attention de ne pas tomber dans trop d'administratif pour peu d'effets.</p>
<p>Décision de soutien à l'introduction coordonnée sur l'ensemble du territoire national des taxes cantonales sur les véhicules à moteur liés à leur consommation.</p>	<p>Cela peut partir d'une bonne intention, le danger est de niveler par le bas une telle mesure. Certains cantons ont déjà une bonne politique sur ce sujet. Si on veut mettre tout le monde d'accord il faudra peut-être que ces derniers reviennent en arrière.</p>
<p>Réduction de la consommation de carburant et des émissions de CO<sub>2</sub> des voitures de tourisme: nouvelle convention d'objectifs avec auto-suisse.</p>	<p>Mesure totalement inutile puisqu'AUCUNE des conventions faites avec auto-suisse jusqu'à ce jour n'a été respectée par ces derniers. Comme ces conventions ne sont pas contraignantes, elles n'ont aucun effet.</p>